Inondations : comprendre ce qui a raté

Publication : jeudi 22 septembre 2016 14:46

Le Courrier du Loiret, 22 septembre 2016

Manuel Valls est revenu lundi à Montargis et Nemours

Inondations : comprendre ce qui a raté

Accueilli en mairie de Montargis lundi 19 septembre, devant une courte déambulation dans le centre-ville puis une étape éclair à Nemours, le Premier ministre s'est montré à l'écoute des élus et des collectivités locales. Sans donner la parole aux sinistrés. Dommage.

Trois mois et demi après la catastrophe qui a inondé des milliers de foyers et des dizaines d'entreprises du Gâtinais, Manuel Valls vient d'honorer sa promesse de revenir.

En écho à son premier passage quelques jours après la crise centennale, le chef du gouvernement a voulu se livrer à un tour de table auprès des maires des principales communes touchées dans le Montargois, avant une étape à Nemours. « En venant, j'ai voulu constater l'engagement des services de l'Etat auprès de vous, en toute transparence (1). Car il y a eu précédemment des lourdeurs, des freins », a déclaré Manuel Valls.

« Combien d'habitants n'ont pas encore pu regagner leur domicile ? », a notamment demandé le chef du gouvernement aux différents maires du bassin du Loing, le suivi des sinistrés étant au menu, via les rapports des services sociaux (2).

« Je veux comprendre ce qui n'a pas marché »

Face à lui, le ton de Jean-Pierre Door - parmi les plus incisifs durant le mois de juin - a changé. Le député-maire de Montargis reconnaît qu'il n'accable plus l'Etat via VNF (Voies navigables de France), louant les efforts d'investissement déployés.

« L'eau n'a pas de couleur politique et on est là pour répondre aux angoisses du territoire », a déclaré Benoît Digeon, qui avait dû gérer la crise du 31 mai en tant que président du syndicat des rivières des vallées du Loing et de l'Ouanne (SIVLO), mais aussi en tant que délégué du maire, celui-ci étant accaparé à Paris ce jour-là. Jean-Pierre Door a évoqué un travail sur la prévention des risques et la réforme du Plan communal de sauvegarde de sa ville, l'actuel ayant révélé ses limites.

C'est d'ailleurs la question cruciale de l'anticipation et de la réactivité qui n'a pas été approfondie. Partout dans la bouche des sinistrés, il s'avère être le raté le plus lourd de conséquences lors de ce drame. L'argument n'a pas eu sa part de porte-parole.

« Je veux surtout comprendre ce qui n'a pas marché et doit être amélioré », avait pourtant annoncé d'emblée le Premier ministre. Or comme un pétard mouillé le 31 mai, les données transmises à Paris par les services du SIVLO ont mis presque neuf heures à faire réagir la préfecture via le réseau de veille. La « vigilance rouge » a été décrétée… à midi. Les histogrammes de Vigicrues en témoignent : la cote du drame historique de 1910 était pourtant franchie à 5 heures du matin à Montbouy (Loing), puis à 5 heures du matin à Gyles-Nonains (Ouanne). Des données confirmées par les techniciens rivières Jonathan Le Bec en conseil municipal le 6 juillet dernier…

Fatalistes, devant la perplexité manifeste des cadres de la fonction publique (plutôt sur la défensive), les élus autour de la table n'ont pas osé enfoncer le clou durant l'heure d'entretien de ce 19 septembre.

Qu'en retenir ? Que beaucoup de communes vont établir leur plan communal de sauvegarde, voire le réviser, comme le fera Montargis.

« Et si demain les cours d'eau devaient à nouveau menacer ? », a demandé *L'Eclaireur du Gâtinais* à Manuel Valls. « Croyez-moi, l'Etat et les collectivités territoriales sont conscients qu'il faut agir effectivement rapidement. »

Une mission d'expertise intégrant des parlementaires va être engagée en ce sens. Sans doute sera-t-elle plus sensible à l'urgence d'un réseau de veille réactif, qui atténuera les effets d'une catastrophe sur les biens mobiliers des entreprises et des particuliers, malmenés clairement sous l'épée de Damocles.

JEAN-MARC THIBAUT

(1) Pour assurer la solidarité du rendez-vous, étaient réunis : le directeur général de VNF, les présidents de collectivités locales, responsables de services préfectoraux, les présidents de la Région, du Département du Loiret, le président de la CC du Loing, le président de l'Union départementale de Montargis, entre autres.

(2) Juliette Mendel, secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes, était aux côtés du Premier ministre.

Phoca PDF